

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1985

16 août 2013

SOMMAIRE

Alprocor S.A.	95238	CORSAIR (Luxembourg) N°22 S.A.	95242
Armina S.A.	95244	CréaMark Concept	95249
BAYVK H1 Lighthouse Fund	95250	CRR Investments	95257
BBFG S.A.	95237	Dayson S.A.	95243
Belleville S.A.	95241	DeTeF	95245
BOSA Luxembourg S.à r.l.	95234	DFT Invest S.A.	95242
Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l.	95239	Dicorp S.à r.l.	95246
Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.	95240	Drivers Academy Holding S.A.	95242
Build France S.à r.l.	95236	DSD International Contractors S.à r.l. ...	95238
Build Germany 1 S.à r.l.	95235	ECommerce Holding I S.à r.l.	95244
Build Hotel S.à r.l.	95234	Einsa Lux S.A.	95238
Café-Restaurant Bohey S.à r.l.	95237	Elephant Holding S.A.	95245
Café-Restaurant op der Gare - Bei den Zwillingen S.à r.l.	95249	Elitek S.A.	95248
Canonbury S.A.	95240	Endurance HC FF&E S.à r.l.	95247
Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.	95234	Endurance Office II Asset S.à r.l.	95280
Car Sud International S.A.	95237	Entomos S.A.	95241
CDB Limpertsberg 1 s.à r.l.	95249	Eurimo Holding S.A.	95248
CGM Lux 3 S.à r.l.	95237	EURO CHOICE (Luxembourg) S. à r.l. ...	95239
Chiron A S.à r.l.	95249	European Trailer Holding S.A.	95240
Chiron B1 S.à r.l.	95249	EuroPRISA Management Company S.A.	95246
CLD H S.à r.l.	95241	Even Germany Eins S.à r.l.	95280
Clestra S.A.	95247	Florista Invest S.à r.l.	95243
CNS S.à r.l.	95239	Fran Financière S.A.	95244
Comeht S.à r.l.	95250	FremantleMedia S.A.	95243
Comet Luxembourg Holding S.à r.l.	95236	Garibaldi Holdings S.à r.l.	95280
Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A.	95249	Hachinoki S.A.	95248
Compagnie de Promotion des Investisse- ments Européens S.A.	95278	Imfin Luxembourg S.A.	95238
Compagnie Financière Luxembourg S.A.	95235	Immobilière du Luxembourg S.A.	95236
Composil Luxembourg Sarl	95239	Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l.	95235
Connaught Hill Investments S.à r.l.	95269	Meridiam Infrastructure A2 S.à r.l.	95279
		Parkson S.A.	95245
		SMBC Nikko Investment Fund (Lux)	95246

Build Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.191.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Rensonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;

- M. Guy Harles;

- M. Damien Rensonnet;

- M. David Pearson; et

- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013086293/30.

(130106869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

BOSA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 36.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.382.

—
Les Comptes Annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2013.

Pour la Société

Référence de publication: 2013086315/11.

(130106801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 90.710.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013086354/13.

(130107586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Build Germany 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 156.186.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Rensonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;
- M. Guy Harles;
- M. Damien Rensonnet;
- M. David Pearson; et
- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013086290/30.

(130106870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

FILUX, Compagnie Financière Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R.C.S. Luxembourg B 16.119.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COMPAGNIE FINANCIERE LUXEMBOURG - FILUX S.A.

Signature

Référence de publication: 2013086340/11.

(130106899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 14, rue Bolivar.
R.C.S. Luxembourg B 90.643.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013086620/13.

(130106857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Build France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.189.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 18 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé:

- de nommer M. Guy Harles, avocat, né le 04 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 14, rue de Luxembourg, 8077 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Damien Renonnet, directeur associé, né le 07 mai 1977 à Verviers, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;

- de nommer M. David Pearson, directeur général, né le 13 décembre 1968 à Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée; et

- de nommer M. Robert Konigsberg, directeur général, né le 25 mars 1969 à New Mexico, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est, au 18 juin 2013, constitué des personnes suivantes:

- CEREP Management S.à r.l.;

- M. Guy Harles;

- M. Damien Renonnet;

- M. David Pearson; et

- M. Robert Konigsberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013086289/30.

(130106764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Immobilière du Luxembourg S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 86.500.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 15 avril 2008

L'assemblée générale du 15 avril 2008 a pris note du renouvellement statutaire du mandat d'Administrateur de Monsieur Michel KLEIN, demeurant au 20A, rue de l'Eglise à L - 3917 MONDERCANGE

Son mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale de 2014.

Mondercange, le 15 avril 2008.

Michel KLEIN / Monique DI NARDO

Administrateur Délégué / Administrateur Délégué

Référence de publication: 2013086622/13.

(130107075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Comet Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 140.388.

—
Les statuts coordonnés au 1^{er} mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013086338/11.

(130106248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

BBFG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 119.954.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2013:

- Nomination de Monsieur Olivier JANSSEN, Réviseur d'Entreprise Agréé, représentant de la Société Audit Conseil Services S.à r.l., en abrégé ACSE Sarl, RCS B n° 142685, avec siège social à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

- M. JANSSEN est nommé réviseur d'entreprises agréé de la société et est chargé:

* du contrôle légal des comptes annuels consolidés pour les exercices sociaux 2013, 2014 et 2015, et ce conformément à l'article 69 (Section 10.- Contrôle) de la loi du 19 décembre 2002;

* du contrôle contractuel des comptes statutaires de la Société pour les exercices sociaux 2013, 2014 et 2015.

- Nomination de Monsieur Jean GOUVERNEYRE, domicilié à La Rejonière, F-69620 Ternand, comme second administrateur délégué conjointement à Monsieur Jean-Louis BEAUJEUAN, administrateur délégué actuel de la Société et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016

Strassen.

Pour avis sincère et conforme
BBFG S.A.

Référence de publication: 2013086301/20.

(130107211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Café-Restaurant Bohey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, Maison 7.
R.C.S. Luxembourg B 102.285.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA
Signature

Référence de publication: 2013086348/11.

(130107397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Car Sud International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 43.342.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2013086355/12.

(130107356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CGM Lux 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 125.073.

Lors d'une résolution en date du 5 juin 2013, l'associé unique de la société CGM Lux 3 S.à r.l. a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprise jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013086375/11.

(130106293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Alprocor S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 30.986,69.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 83.276.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Jean-Bernard Zeimet, né à Luxembourg le 05 mars 1953 avec adresse au 51, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013 et ce en remplacement de Madame Rika Mamdy.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour ALPROCOR S.A.

Référence de publication: 2013086227/24.

(130106964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.**DSD International Contractors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4570 Differdange, Z. A. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 21.123.

Die Gesellschafterversammlung vom 07. Juni 2013 beschließt mit sofortiger Wirkung, Herrn Laurent Bouzonville, geboren am 14. April 1955, wohnhaft in Rue Georges Ducrocq, 103-B, F-57070 Metz, als Geschäftsführer der DSD International Contractors S.à r.l., Luxemburg zu bestellen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013086427/11.

(130106305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.**Einsa Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.729.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013086446/10.

(130107330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.**Imfin Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 62.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013086618/9.

(130107507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.429.

En date du 13 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Rita-Rose Gagné, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013.

- Nomination de Monsieur Tony Roy, né le 12 avril 1969 à Rivière du Loup, au Canada, ayant pour adresse professionnelle le 1001, rue Square-Victoria, Montréal, H2Z 2B5, Québec, Canada, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jean-Philippe Gachet, né le 02 août 1956 à Strasbourg, en France, ayant pour adresse professionnelle le 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Pour la Société

J.J. Josset

Gérant

Référence de publication: 2013086286/22.

(130107445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CNS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 92.644.

En date du 20 octobre 2010, Madame Gisela Schmidt a démissionné de son poste de gérant administratif.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2013.

Fiduciaire comptable B+C S.à.r.l.

Référence de publication: 2013086387/11.

(130106303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Composil Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 20A, rue du Puits Romain - Z.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 163.817.

Les comptes annuels pour la période allant du 26 septembre 2011 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPOSIL LUXEMBOURG SARL

Référence de publication: 2013086396/11.

(130107283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

EURO CHOICE (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 78.940.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013086462/10.

(130107147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Bruehl Leipzig Arcaden S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.146.

En date du 13 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Rita-Rose Gagné, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013.

- Nomination de Monsieur Tony Roy, né le 12 avril 1969 à Rivière du Loup, au Canada, ayant pour adresse professionnelle le 1001, rue Square-Victoria, Montréal, H22 2B5, Québec, Canada, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 13 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jean-Philippe Gachet, né le 02 août 1956 à Strasbourg, en France, ayant pour adresse professionnelle le 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Pour la Société

J.J. Josset

Gérant

Référence de publication: 2013086287/22.

(130107444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Canonbury S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 103.961.

Je soussigné, Markus HUGELSHOFER, démissionne avec effet immédiat de mon poste d'administrateur de la société CANONBURY S.A. établie et ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 103.961.

Markus HUGELSHOFER.

Référence de publication: 2013086350/11.

(130107482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

European Trailer Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 85.233.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 19 juin 2013 à 10 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Sont renommés Administrateurs:

- Jean-Marc Debaty, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

- M. Alexis Kamarowsky, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg.

Est renommé Commissaire aux comptes:

- Luxembourg International Consulting S.A. avec adresse au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 19 Juin 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2013086436/21.

(130106815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CLD H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 137.123.

—
EXTRAIT

Suite à la liquidation de la société PR FINANCES SOPARFI Sàrl en date du 20 juin 2013, le capital social de la société est désormais réparti comme suit:

- XIB FINANCES SOPARFI Sàrl, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro 139.140 - 13 parts sociales

- PAGOS LUX S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.784. - 48 parts sociales

- MGB FINANCES SOPARFI Sàrl, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro 139.325 - 17 parts sociales

- M. Christian LE DORZE, né le 27 juin 1951 à Phnom-Penh (Cambodge) demeurant au 5, Rue du Pont du Diable, CH 3963 Crans-Montana - 22 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013086384/21.

(130106813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Belleville S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 49.542.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013086306/12.

(130107378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Entomos S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 117.095.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement rendu en date du 27 juin 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société anonyme ENTOMOS S.A., dont le siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, a été dénoncé en date du 11 septembre 2009.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 18 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pierre-Yves MAGEROTTE

Le liquidateur

Référence de publication: 2013086452/21.

(130106790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CORSAIR (Luxembourg) N°22 S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 95.244.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 18 avril 2013:

- Le mandate de FPS Audit S.à r.l. de 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de FPS Audit S.à r.l. prendra fin lors de générale annuelle qui se tiendra en 2014 statuant sur les comptes annuels de 2013.
- Le mandat de Mr. Rolf Caspers, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mr. Rolf Caspers prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 statuant sur les comptes annuels de 2015.
- Le mandat de Ms. Heike Kubica, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Ms. Heike Kubica prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 statuant sur les comptes annuels de 2015.
- Le mandat de Mr. Erik van Os, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de Mr. Erik van Os prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016 statuant sur les comptes annuels de 2015.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2013086398/28.

(130106626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.**DFT Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 142.957.

—
Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date du 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013086419/11.

(130106584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.**Drivers Academy Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1147 Luxembourg, 2, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 62.709.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 28/06/2013.

Pour Fiduciaire Nationale S. à r.l.

2, rue de l'Avenir

L-1147 Luxembourg

Signature

Agent domiciliaire

Référence de publication: 2013086424/15.

(130106621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Florista Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 166.349.

—
EXTRAIT

La Société prend acte qu'en date du 30 avril 2013, la société Vacon Properties S.A. a cédé l'entière de ses parts sociales (soit 12 500 parts sociales) à la société STICHTING ADMINISTRATIEKANTOOR HYDRA, une fondation de droit néerlandais, enregistrée auprès du Kamer van Koophandel, sous le numéro 53508254 et ayant son siège social à Tauro Trade Center, 19 President Kennedylaan, 2517 JK's - Gravenhage, La Hague, Pays Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013086486/16.

(130107288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

FremantleMedia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 75.313.

—
EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 2 Mai 2013, que:

L'Assemblée générale décide de renouveler les mandats comme administrateurs de Messieurs Guillaume de Posch, Elmar Heggen et Alexander Glatz, ayant leur adresse professionnelle 45, boulevard Pierre Frieden L - 1543 Luxembourg, ainsi que celui de Madame Cécile Frot-Coutaz ayant son adresse professionnelle à W1T 1AL Londres, 1 Stephen Street, pour une durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat comme Commissaire aux comptes de Monsieur Eric Ambrosi, ayant son adresse professionnelle 45, boulevard Pierre Frieden L - 1543 Luxembourg, pour un durée d'un an expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013086490/18.

(130107539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Dayson S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 98.306.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 24 juin 2013

L'Assemblée accepte la démission de l'Administrateur suivant:

- Mme Sofie Van Herzele avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg jusqu'au 28 Février 2013,

L'Assemblée décide de nommer comme nouvel Administrateur:

- M. Federigo Cannizzaro di Belmontino avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg à compter du 28 Février 2013

Le nouvel Administrateur terminera le mandat de son prédécesseur, à savoir lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 24 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2013086415/20.

(130106817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

ECommerce Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 177.434.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 21 juin 2013, que l'associé unique de la Société, Rocket Internet GmbH, a transféré 1.250 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), une Gesellschaft mit beschränkter Haftung, constituée et régie selon les lois d'Allemagne, immatriculée auprès du Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg sous le numéro HRB 126893 B, ayant son siège social à l'adresse suivante: Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Allemagne.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Rocket Internet GmbH	11.250 parts sociales
Bambino 53. VV UG (haftungsbeschränkt)	1.250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

ECommerce Holding I S.à.r.l

Signature

Référence de publication: 2013086441/20.

(130107149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Fran Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun.

R.C.S. Luxembourg B 94.539.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/07/2013.

Référence de publication: 2013086513/10.

(130107070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Armina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 114.642.

Sole resolution taken by the board of directors on april 25, 2013

The Board of Directors decides to renew, with immediate effect, the mandate of AUDIT CONSEIL SERVICES S. à r.l. as "Réviseur d'Entreprises Agréé", with registered office at 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen (previously set at 41 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg) until the year 2014.

The "Réviseur d'Entreprises Agréé" will be in charge of reviewing the annual accounts of the Company as at December 31, 2011, December 31st, 2012 and December 31st, 2013.

Traduction en français:

Résolution unique prise par le conseil d'administration en date du 25 avril 2013

Le Conseil d'Administration décide de renouveler, avec effet immédiat, le mandat de Réviseur d'Entreprises Agréé de AUDIT CONSEIL SERVICES S.à r.l., avec siège social au 283 Route d'Arlon, L-8011 Strassen (anciennement sis au 41 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg) jusqu'en l'an 2014.

Le Réviseur d'Entreprises Agréé procédera à la revue des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARMINA S.A.

Christophe BLONDEAU / Cornelia METTLEN

Administrateur et Président du Conseil / Administrateur

Référence de publication: 2013086246/24.

(130106290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Parkson S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 58, avenue François Clément.
R.C.S. Luxembourg B 82.811.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions prises par l'Assemblée Générale de la Société anonyme PARKSON S.A. avec siège social à L-5612 Mondorf-les-Bains, 58, avenue François Clément, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 82.811, tenue en date du 19 septembre 2012.

1) qu'il a été procédé à la nomination du niveau Conseil d'Administration, qui se compose dès lors comme suit de 3 administrateurs à savoir:

a) Monsieur Thierry Giacometti, employé, né à Luxembourg, le 20 janvier 1982, demeurant à L-3520 Dudelange, 17, rue St Martin,

b) Madame Sandra Giacometti, née à Luxembourg, le 3 juillet 1976, demeurant à L-5650 Mondorf-les-Bains, 58, avenue François Clément.

c) Monsieur José Manuel Dos Santos Martins, entrepreneur, né à Vila Nova Famalicao (Portugal) le 12 mars 1970, demeurant à L-5650 Mondorf-les-Bains, 16, route de Remich.

2) que les mandats des administrateurs ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Mondorf-les-Bains, le 15 septembre 2012.

Référence de publication: 2013086135/22.

(130105470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2013.

Elephant Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 104.007.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la Société tenue à Luxembourg le 25 juin 2013

1. La démission de Madame Laura Laine, en tant qu'Administrateur de catégorie B de la Société, a été acceptée avec effet au 15 juin 2013.

2. Madame Ana Dias, employée privée, née le 12 juillet 1968 à Penafiel, Portugal, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommée en tant que nouvelle en tant qu'Administrateur de catégorie B de la Société, avec effet au 15 juin 2013, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Elephant Holding S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013086447/16.

(130106906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

DeTeF, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 113.710.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société DeTef S.à r.l. décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx en date du 19 octobre 2010, a été clôturée lors de l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé tenue en date du 19 juin 2013.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société, au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

Audix S.A., liquidateur de la société, sera en charge de régler les sommes et valeurs non distribuées lors de la clôture de la liquidation selon les modalités définies par l'assemblée générale du 19 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2013086411/16.

(130107779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

SMBC Nikko Investment Fund (Lux), Fonds Commun de Placement.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 39.615.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue en date du 31 Mai 2013 au siège social que:

- L'Assemblée renouvelle le mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de:

* Mr. Masashi Kamo

domicilié professionnellement au 9a rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 Mars 2014 ou jusqu'à ce que son successeur soit élu.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'Administrateurs de:

* Mr. John Pierre Hettinger, domicilié au 52 Boulevard Baden-Powell, L-1211 Luxembourg,

* Mr. Jacques Elvinger, domicilié professionnellement au 20 Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg

* Mr. Eric Stilmant domicilié professionnellement au 9a rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 Mars 2014 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

- L'Assemblée renouvelle le mandat comme Commissaire aux comptes de KPMG AUDIT S.à.r.l, 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 Mars 2014 ou jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Le 21 Juin 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013086139/26.

(130104530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2013.

EuroPRISA Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.847.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires de la Société en date 21 Juin 2013, que les décisions suivantes ont été prises:

- Accepter la démission de M. Benjamin Penaliggon en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 14 Juin 2013;

- Reconnaître que le conseil d'administration est dès lors composé de:

* M. Enrico Baldan;

* Mlle Natalie Naughton; et

* M. Max Kreuter.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Juin 2013.

Référence de publication: 2013086437/17.

(130106599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Dicorp S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 65.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DICORP S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013086421/11.

(130107028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Clestra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 39, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 58.329.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 18 mars 2013

L'assemblée prend acte du changement de représentant de la société GROUPE CLESTRA HAUSERMAN, administrateur. La société GROUPE CLESTRA HAUSERMAN n'est plus représentée par Monsieur François-Denis POITRINAL mais par Monsieur Xavier NEGIAR demeurant professionnellement au 1, Route du Docteur Albert Schweitzer, F-67411 Illkirch (France).

L'assemblée constate et accepte les démissions de Monsieur Thierry RESIBOIS et de Monsieur Jean-Michel GUEGUEN de leur mandat d'administrateur avec effet au 18 mars 2013.

L'assemblée accepte également la démission de Monsieur Jean-Michel GUEGUEN de son mandat d'administrateur délégué à la gestion journalière avec effet au 18 mars 2013.

En conséquence, l'assemblée décide de nommer au poste d'administrateur en remplacement des administrateurs démissionnaires:

- Monsieur Christian JACQUEMONT, né le 29 janvier 1972 à Meudon et demeurant professionnellement au 1, Route du Docteur Albert Schweitzer, F-67411 Illkirch (France);

- Monsieur Jean-Paul SPITZNAGEL, né le 8 mai 1960 à Seehof et demeurant professionnellement au Münchensteinerstrasse 270, 4053 Bâle (Suisse).

L'assemblée décide de nommer au poste d'administrateur délégué à la gestion journalière, en remplacement de l'administrateur délégué démissionnaire, Monsieur Christian JACQUEMONT, né le 29 janvier 1972 à Meudon et demeurant professionnellement au 1, Route du Docteur Albert Schweitzer, F-67411 Illkirch (France).

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur délégué ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2017.

Le Conseil d'Administration de la société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian JACQUEMONT, né le 29 janvier 1972 à Meudon et demeurant professionnellement au 1, Route du Docteur Albert Schweitzer, F-67411 Illkirch (France);

- Monsieur Jean-Paul SPITZNAGEL, né le 8 mai 1960 à Seehof et demeurant professionnellement au Münchensteinerstrasse 270, 4053 Bâle (Suisse);

- la société GROUPE CLESTRA HAUSERMAN, immatriculée TI 405 203 688 au RCS Strasbourg et ayant son siège social au 1, Route du Docteur Albert Schweitzer, F-67400 Illkirch Graffenstaden (France) représentée par Monsieur Xavier NEGIAR.

Luxembourg, le 26 juin 2013.

FIDUO

Référence de publication: 2013086385/37.

(130106948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Endurance HC FF&E S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 136.025.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 28 juin 2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat de Monsieur Eric Vanderkerken, ayant son adresse professionnel au 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que Gérant de la société.

- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérante de la société Madame Milène Belem, ayant son adresse professionnel au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 28 juin 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013086450/17.

(130106769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Elitek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 47.916.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 14 juin 2013

- Il est pris acte de la démission de Madame Isabelle SCHUL de son mandat d'administrateur avec effet à ce jour.
- Monsieur Ahcène BOULHAIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'administrateur en remplacement de Madame Isabelle SCHUL, démissionnaire, avec effet à ce jour, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

ELITEK S.A.

C. PISVIN / A-M. GREGIS

Administrateur et Présidente du Conseil d'Administration / Administrateur

Référence de publication: 2013086448/17.

(130106707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Eurimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.315.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 27 juin 2013

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;
- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;
- Monsieur Alexander STUDHALTER, conseiller fiscal, demeurant à Matthofstrand 8, CH - 6000 Lucerne, Suisse.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., Société Anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2013.

Référence de publication: 2013086460/20.

(130107573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Hachinoki S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.683.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 juin 2013

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a pris acte, d'une part de la démission de sa fonction de président du Conseil d'Administration de M. Fons Mangen et d'autre part de la démission de son mandat d'administrateur de M. Jean-Hugues Antoine.

L'assemblée générale a décidé de nommer comme nouvel administrateur et président pour une durée de 4 ans, M. Charles KROMBACH demeurant à 131 rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2013086571/17.

(130107612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CDB Limpertsberg 1 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 15, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 146.881.

Les Comptes annuelles au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087373/9.

(130108334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Café-Restaurant op der Gare - Bei den Zwillingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8471 Eischen, 8, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.106.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087361/9.

(130109088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Chiron A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087328/9.

(130108260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Chiron B1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.304.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087330/9.

(130108259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.963.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087344/9.

(130107645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

CréaMark Concept, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.794.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013087350/9.

(130108624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

BAYVK H1 Lighthouse Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 173.380.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

June 27th, 2013.

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2013087290/12.

(130108663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Comeht S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 178.314.

STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN
ON THE TWENTIETH DAY OF JUNE.

Before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Atttert.

There appeared the following:

- 1) Mr Edmond Jules Marie COLLIN, companies director, born in Venlo on 29 April 1963, residing professionally in James Cookweg 8, 5928 LK Venlo (NL),
- 2) Mr Mauritius Gerardus Matheus COLLIN, companies director, born in Venlo on 4 December 1959, residing professionally in James Cookweg 8, 5928 LK Venlo (NL),
- 3) Mr Hans WIRTZ, Waste Broker, born in Köln on 14 September 1967, residing professionally in Rosenhügel 1, D-51143 Köln,

here represented by Mr Thierry STAS, chartered accountant, residing professionally at L-8308 Capellen (Luxembourg), by virtue of three proxies given under private seal on 9 June 2013, which proxies will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association.

Art. 2. The Company's object is to contract and to supply services in the field of international e-commerce, more specifically, to contract with customers to sell online trading platform services and other related e-commerce services in the field of waste products.

The company purpose is also to operate and exploit web sites and other media mediums in the field of waste products.

The purpose of the Company is also the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in Luxembourg or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt securities and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form except by way of public offer and proceed by private placement only to the issue of bonds, notes, debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds, including without limitation, resulting from any borrowings of the Company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or entities it deems fit.

The Company may further guarantee, grant security in favor of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company. The Company may further give guarantees, pledge, transfer or encumber or otherwise create security over some or all of its assets to

guarantee its own obligations and those of any other company, and generally for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Comeht S.a r.l."

Art. 5. The registered office is established in the Municipality of Mamer.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at THIRTEEN THOUSAND EURO (13,000.- EURO) represented by THIRTEEN THOUSAND (13,000) shares with a par value of ONE EURO (1.-EURO) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Shares are freely transferable among the shareholders.

Except if otherwise provided by law, the transfer of shares to third parties is subject to the prior consent of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the Company's subscribed share capital. The transfer of shares to third parties by reason of a shareholder's death must be approved by the shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

The transfer of the shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholders, such declaration of transfer to be dated and executed by the transferor and the transferee or by the persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of managers A and B. The manager(s) A need to be resident in the Grand Duchy of Luxembourg.

The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound (i) by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by (ii) the joint signature of at least one manager A and at least two managers B to the exception, however, for decisions and transactions exceeding in aggregate EUR 10,000 (ten thousand euros) on a per transaction basis for which the prior written authorization of the general meeting of shareholders shall be obtained.

The single manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect to the exception, however, for decisions and transactions exceeding in aggregate EUR 10,000 (ten thousand euros) on a per transaction basis for which the prior written authorization of the general meeting of shareholders shall be obtained.

The single manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented provided that at least one manager A and one manager B are present or represented.

Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at the place and time indicated in the convening notice or such other place as indicated in the convening notice..

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the first of January and ends on the 31st of December of every year.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription - Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the said parties, represented as stated here above, declares to subscribe for the THIRTEEN THOUSAND (13,000) shares as follows:

- Mr Edmond COLLIN: 4,875 (four thousand eight hundred and seventy-five) shares,
- Mr Mauritius COLLIN: 4,875 (four thousand eight hundred and seventy-five) shares,
- Mr Hans WIRTZ: 3,250 (three thousand two hundred and fifty) shares,

and declare to have them fully paid up in cash of a total amount of THIRTEEN THOUSAND EUROS (13,000.- EUR).

Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately ONE THOUSAND TWO HUNDRED EURO (1,200.-EUR).

Resolutions of the shareholders

- 1) The Company will be administered by one manager.
- 2) Is appointed as sole manager:

Mr Hans WIRTZ, Waste Broker, born in Köln on 14 September 1967, residing professionally in Rosenhügel 1, D-51143 Köln.

The sole manager shall have all the powers to bind the Company by his single signature except for decisions and transactions exceeding the aggregate amount of EUR 10,000 (ten thousand euros) for which he must have a prior and written authorization issued by the shareholders, in compliance with article 12 of these articles.

- 3) The address of the corporation is fixed at L-8308 Capellen, rue Pafebruch, 89B, Municipality of Mamer.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Capellen, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE TREIZE,
LE VINGT JUIN.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Edmond Jules Marie COLLIN, administrateur de sociétés, né à Venlo le 29 avril 1963, demeurant professionnellement à James Cookweg 8, 5928 LK Venlo (NL),

2) Monsieur Mauritius Gerardus Matheus COLLIN, administrateur de sociétés, né à Venlo le 4 décembre 1959, demeurant professionnellement à James Cookweg 8, 5928 LK Venlo (NL),

3) Monsieur Hans WIRTZ, Waste Broker, né à Cologne (D) le 14 septembre 1967, demeurant professionnellement à Rosenhügel 1, D-51143 Cologne,

ici représentés par par Monsieur Thierry STAS, expert-comptable, demeurant professionnellement à Capellen (Luxembourg),

en vertu de trois procurations signées sous seing privé en date du 9 juin 2013, lesquelles procurations resteront annexées au présent procès-verbal pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts").

Art. 2. L'objet de la société est de contracter et de fournir des services dans le domaine du e-commerce international, et plus précisément, de contracter avec les clients afin de vendre en ligne des services de plate-forme commerciale et d'autres services d'e-commerce connexes et similaires dans le domaine des déchets.

La société vise également à faire fonctionner et exploiter des sites Web et autres supports médiatiques dans le domaine des déchets.

L'objet de la Société consiste également en l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La Société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou des émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toutes autres sociétés et/ou entités jugées appropriées.

La Société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre consentir des garanties, nantir, céder ou grever de charge ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs pour garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, généralement pour son propre bénéfice et celui de toute autre société ou personne. Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut encore agir en tant qu'associé commandité ou commanditaire avec responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les créances et obligations de sociétés en commandite (partnership) ou entités similaires.

La Société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (comprenant, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "Comeht S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à TREIZE MILLE EUROS (13.000.- EUR) représenté par TREIZE MILLE (13.000) parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. La cession de parts sociales entre associés peut se faire librement.

A moins que la loi ne le prévoie autrement, la cession de parts sociales à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital social souscrit de la Société. La cession de parts sociales à

des tiers en raison du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

La cession de parts sociales peut s'effectuer par une déclaration écrite de la cession inscrite au registre des associés, cette déclaration de cession devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'autres instruments de cession prouvant les consentements du cédant et du cessionnaire, et jugés suffisants par la Société.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gestion composé de gérants A et B. Le(s) gérants A devront être résidents du Grand-Duché de Luxembourg. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 12 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gestion.

La Société sera engagée par (i) la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par (ii) la signature conjointe d'un gérant A et de deux gérants B à l'exception, toutefois, des décisions et transactions excédant au total dix mille euros (EUR 10.000) par transaction pour lesquelles l'autorisation écrite préalable de l'assemblée générale des associés devra être obtenue.

Pour les matières qui concernent la gestion journalière pour lesquelles un accès à la profession est exigée, la signature du gérant porteur de cette autorisation sera suffisante à l'exception des décisions portant sur des montants de plus de dix mille euros (EUR 10.000) pour lesquelles ce gérant devra avoir une autorisation préalable et écrite des associés.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion peut nommer un délégué à la gestion journalière, associé ou non, membre du conseil ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature, selon le cas, de la personne nommée à cet effet à l'exception, toutefois, des décisions et transactions excédant au total dix mille euros (EUR 10.000) par transaction pour lesquelles l'autorisation écrite préalable de l'assemblée générale des associés devra être obtenue. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gestion seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés mais à condition qu'au moins un gérant A et un gérant B soient présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gestion se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ces parties comparantes ici représentées comme indiqué ci-dessus, déclarent souscrire aux treize mille (13.000) parts sociales comme suit:

- Monsieur Edmond COLLIN: 4.875 (quatre mille huit cent soixante-quinze) parts sociales,
- Monsieur Mauritius COLLIN: 4.875 (quatre mille huit cent soixante-quinze) parts sociales,
- Monsieur Hans WIRTZ: 3.250 (trois mille deux cent cinquante) parts sociales,

et déclarent les avoir libérées en espèces à concurrence d'un montant total de treize mille euros (EUR 13.000).

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE DEUX CENTS EUROS (1.200.-EUR).

Décision des associés

- 1) La Société est administrée par un seul gérant.
- 2) Est nommé gérant unique:

Monsieur Hans WIRTZ, Waste Broker, né à Cologne (D) le 14 septembre 1967, demeurant professionnellement à Rosenhugel 1, D-51143 Cologne

Le gérant unique a le pouvoir pour engager la société par sa seule signature à l'exception des décisions et transactions portant sur des montants excédant dix mille euros (EUR 10.000) pour lesquelles il devra obtenir une autorisation préalable et écrite des associés, en conformité avec l'article 12 des présents statuts.

- 3) L'adresse de la Société est fixée à L-8308 Capellen, rue Pafebruch, 89B, Commune de Mamer.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Capellen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: T. STAS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 24 juin 2013. Relation: RED/2013/1017. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 02 juillet 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013087343/365.

(130108729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

CRR Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 162.615.

Rectificatif du dépôt L110127668 déposé le 04/08/2011

In the year two thousand and eleven, on twenty second day of July

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary public residing in Luxembourg.

There appeared:

Cavenham Real Return, a fund incorporated under the Laws of the Cayman Islands, with registered office at P.O. Box 10632 APO, Royal Bank House, 24, Shedden Road, George Town,

Grand Cayman, KY1-1006, Cayman Islands, represented by Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy signed on 20 July 2011,

the said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a limited liability company (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a public limited liability company (société anonyme) under the name "CRR INVESTMENTS" (hereafter the "Company"), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Duration. The Company is formed for an unlimited duration. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

Art. 3. Object. The object of the Company is to acquire interests in any form whatsoever, in Luxembourg or foreign companies, as well as with other business entities, the acquisition by purchase, subscription or otherwise and the disposition by sale, exchange or otherwise of shares, bonds, loans, securities and other securities of any kind, and possession, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold shares in other companies and do business through its branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company.

Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the director(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communi-

cation between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital. The issued capital of the Company is set at thirty-two thousand euro (EUR 32,000) representing by thirty-one thousand (31,000) class A Ordinary Shares (the "Class A Ordinary Shares"), hundred (100) class A shares (the "Class A Shares"), hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), hundred (100) class C shares (the "Class C Shares"), hundred (100) class D shares (the "Class D Shares"), hundred (100) class E shares (the "Class E Shares"), hundred (100) class F shares (the "Class F Shares"), hundred (100) class G shares (the "Class G Shares"), hundred (100) class H shares (the "Class H Shares"), hundred (100) class I shares (the "Class I Shares"), hundred (100) class J shares (the "Class J Shares"), with a par value each of one euro (EUR 1), each, all subscribed and fully paid-up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Increase of capital. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles.

The Company may acquire its own Shares. The acquisition shall be made in compliance with the conditions and limits established by the Law and by these Articles of Incorporation and in due consideration of any shareholders agreement entered into between the shareholders of the Company from time to time.

The Company may consequently acquire all (but, for the avoidance of doubt, not part), of the Shares of a given class of ordinary shares, (i) whenever the Board of Managers considers this to be appropriate, and (ii) in view of their immediate cancellation.

The price at which the relevant class of ordinary share shall be purchased is calculated by reference to the Distribution Amounts attaching to the relevant class of ordinary shares to be repurchased by application of the waterfall provisions set out in article 16 of these Articles of Incorporation, and shall, in addition to the Distribution Amounts, include the aggregate nominal value of the relevant repurchased and cancelled class of ordinary shares.

III. General meetings of shareholders

Art. 7. Generalities. In the case of a sole shareholder, the sole shareholder will have all the powers given the general meeting of the shareholders. In the present articles, any reference to the decisions taken or to the powers carried out by the general meeting of the shareholders will be a reference to the decisions taken or the powers carried out the sole shareholder as long as the Company has a sole shareholder. Decisions taken by the sole shareholder are recorded in minutes.

In the case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company within the limits of the Law.

Each shareholder may also participate in any meeting of the shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing that:

- (i) all the persons taking part in the general meeting to identify,
- (ii) all persons taking part in the general meeting can hear and speak to each other,
- (iii) the meeting is live transmitted, and
- (iv) the shareholders can validly deliberate; the participation in a general meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such general meeting.

The quorum and notice periods provided by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. Each shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail received in circumstances allowing the confirmation of the identity of the sender.

Except as otherwise required by Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be adopted by a simple majority of those present or represented and voting.

The shareholders may also vote by writing (by way of voting forms provided by the Company) on resolutions presented to the General meeting under the condition that the written voting forms contain:

- (i) the name, first name address and signature of the involved shareholders
- (ii) information related to the shares for which the shareholder is using his right,

- (iii) the agenda of the meeting as described in the convening notice and
- (iv) the voting instructions (in favour, against or abstain) for each item of the agenda. The voting forms must be sent to the Company prior to the time of the meeting specified in the convening notice.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 8. Annual General Meeting of the Shareholders. The annual general meetings of the shareholders of the Company shall be held, according to the Law at the registered office of the Company or in the Grand duchy of Luxembourg at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings, on June 30. and for the first time in 2012.

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the precedent business day. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

IV. Management - Representation

Art. 9. Board of directors. In these articles, any reference to the board of Directors will be a reference to the sole director (as defined below and in the case where the Company has only one director) as long as the Company has a sole director.

As long as the company has only a sole shareholder, the Company can be managed by a sole director or by a board of directors composed of at least three members. Directors do not need to be shareholders of the Company.

If the Company has more than one shareholder, it will be managed by board of at least three directors.

If a legal entity is appointed as director of the Company, this entity must designate a permanent representative who shall represent such legal entity in its duties as the sole director or as a member of the board of directors of the Company according to article 5 Ibis of the Law.

The directors shall be elected by the shareholders of the Company for a period ending at the annual general meeting for a maximum of six years from the date of his election. The shareholders shall decide the number of directors, their remuneration and the duration of their mandates.

A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company which shall proceed to the definitive appointment.

Art. 10. Meeting of the board of directors. The board of directors of the Company may appoint a chairman among its members and may elect among its member one several vice presidents. It may also choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

The Chairman of the board of directors (if any) will chair the general meeting and the meeting of the board of directors, but in his absence the general meeting or the board of director may appoint at the majority a chairman pro tempore for these general meetings and meetings.

Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company. No such written notice is required if all members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the board of directors of the Company.

Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

Any director may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another director as his proxy. Each member of the board can, at any meeting of the board, appoint another member of the board to represent him and vote on his behalf under the condition that no member of the board can represent more than one of his colleague and that at least two members of the board are physically present.

The board of directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Resolutions of the board of directors are validly taken by a majority of the votes cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

In the event that any director of the Company may have any conflicting interest in any decision to be made by the board of directors, such director shall make known to the board of directors of the Company such conflicting interest and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The relevant director shall not consider or vote upon any such matter, and such matter, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Directors may also be taken by circular letter. Such resolution may be in a single or in several documents sent by regular mail, fax or e-mail. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Circular resolution does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Minutes of the board of directors. The minutes of the meeting of the board of directors will be signed by all the directors present or represented at the meeting. The minutes of the resolutions taken by the sole director will be signed by the director.

Copies or excerpt of the minutes to be used before courts or anywhere else will be signed by the chairman, the secretary (if any) or by two directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, officers or other agents who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine.

The Board of Directors is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by:

- (i) the joint signatures of any two directors of the Company.
- (ii) in the event of a sole director, by the signature of the sole director, or
- (iii) by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with the present article and within the limits of such power.

V. Supervision - Financial year - Allocation of profits

Art. 14. Supervision. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 15. Financial year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

Art. 16. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve?). That allocation to the Legal Reserve will cease to be compulsory as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the nominal value of the issued capital of the Company. For the avoidance of doubt, the annual net profits shall be determined, and distributions on Shares shall be made as a consequence, in due consideration of any interest payment or other payments to be made on relevant debt instruments issued by the Company from time to time.

After allocation to the Legal Reserve, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, by allocating whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium in compliance with this article 16.

Distributions on Shares may be made out of (i) current net profits (as shown in interim accounts as of the date of distribution or repurchase and cancellation of an entire Class of Ordinary Shares in compliance with article 7 of these Articles of Incorporation), (ii) profits carried forward with respect to the respective class of ordinary shares from relevant previous financial year(s), (iii) share premium attached to the Shares of the class of ordinary shares, (iv) free reserves and (v) all other distributable sums (the "Distribution Amounts"). In any relevant financial year in which or in relation to which

the Company resolves to make dividend distributions, drawn from the Distribution Amounts, the amount allocated to this effect shall be distributed as described below.

Each class of ordinary share shall be entitled to receive such portion of the Distribution Amounts of a given financial year as set out below:

- with respect to the financial year 2011 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class A Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2011, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary share they hold;

- with respect to the financial year 2012 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class B Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2012, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2013 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class C Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2013, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2014 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class D Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2014, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2015 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class E Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2015, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2016 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class F Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2016, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2017 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class G Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2017, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2018 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class H Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2018, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2019 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class I Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2019, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

- with respect to the financial year 2020 and each tenth financial year thereafter (or such shorter applicable period such, that in light of previous cancellations of share classes, each class of ordinary shares entitles to the profits of a different financial year), the holders of Class J Ordinary Shares shall be entitled to receive all the remainder of the Distribution Amounts after the holders of all other outstanding classes of ordinary shares, including as the case may be the Non-Repurchased class(es) of ordinary shares (as defined below), have received, out of the Distribution Amounts relating to the financial year 2020, a dividend equivalent to one (1) percent of the nominal value of the classes of ordinary shares they hold;

If a class of ordinary shares entitling to dividend distributions of more than one (1) percent of their nominal value in a given year has not been repurchased and cancelled within the relevant financial year referred to above, or if there are no Distribution Amounts available for advance payments of dividends during that given financial year, that class of ordinary shares shall, for purposes of this article 16, be referred to as a «Non-Repurchased class of ordinary shares».

Subject to the conditions fixed by the Laws, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment in compliance with the waterfall provisions set out in this article 16.

The dividends may be paid in any currency selected by the board of directors of the Company at the time and place fixed by the board of directors.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles of Association having thus been established, the above-named parties have subscribed to the thirty-two thousand euro (EUR 32,000) representing by thirty-one thousand (31,000) class A Ordinary Shares (the "Class A Ordinary Shares"), hundred (100) class A shares (the "Class A Shares"), hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), hundred (100) class C shares (the "Class C Shares"), hundred (100) class D shares (the "Class D Shares"), hundred (100) class E shares (the "Class E Shares"), hundred (100) class F shares (the "Class F Shares"), hundred (100) class G shares (the "Class G Shares"), hundred (100) class H shares (the "Class H Shares"), hundred (100) class I shares (the "Class I Shares"), hundred (100) class J shares (the "Class J Shares"), with a par value each of one euro (EUR 1), each, all subscribed and fully paid-up.

The shares have been fully paid in by a contribution in cash, so that a paid share capital amount of thirty-two hundred euro (EUR 32,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2011.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Extraordinary general meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors of the Company for a term which will expire on the sixth anniversary of the date hereof:

- Mr Constantin Papadimitriou, director of company, born in Plan les Ouates, on August 22, 1960, residing at CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, as Director,

- Ms Luce Gendry, director of company, born in Perpignan, on July 8, 1949, residing at F-75008 Paris, 23bis, Avenue de Messine, as Director,

- Mr David Cowling, director of company, born in Harare, on November 22, 1967, residing at CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, as Director,

- Ms Stéphanie Dawson, director of company, born in Havering, on April 24, 1980, residing at CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, as Director.

2. PricewaterhouseCoopers, with registered office at Luxembourg, is appointed as independent auditor of the Company for a term which will expire on the sixth anniversary of the date hereof.

3. The registered office of the Company is set at 77, boulevard Grande- Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le vingtième-deuxième jour du mois de juillet.

Par devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Cavenham Real Return, un fond d'investissement soumis à la loi des îles Caïman ayant son siège social au P.O.Box 10632 APO, Royal Bank House, 24, Shedden Road, George Town, Grand Cayman, KY1-1006, Cayman Island, représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 20 juillet 2011,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès qualité, a demandé au notaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme (société anonyme), qui est constituée par les présentes comme suit:

VIII. Nom - Siège social - Objet - Durée

« **Art. 1^{er} . Nom.** Il est formé une société anonyme (société anonyme) sous la dénomination de "CRR INVESTMENTS" (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Articles").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des actionnaires de la Société a adopté de la manière requise pour la modification des statuts.

La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, la suspension des droits civils, d'incapacité, d'insolvabilité, de faillite ou de tout événement similaire affectant un ou plusieurs des actionnaires.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi qu'auprès d'autres entités commerciales, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de créances, de titres et d'autres valeurs de toutes espèces, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des participations dans d'autres sociétés et exercer son activité à travers ses succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut émettre des billets, obligations et débetures et toute sorte de dette et/ou titres. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans limitation, le produit de tout emprunt et/ou des problèmes de dette ou de titres de capital à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre entreprise et la société peut également donner des garanties et gage, transférer, grever ou autrement créer et accorder la sécurité sur l'ensemble ou sur certains de ses actifs pour garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, plus généralement, pour son propre bénéfice et/ou le bénéfice de toute autre compagnie ou personne, dans chaque cas, dans la mesure où ces activités ne sont pas considérées comme des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut généralement employer des techniques et instruments relatifs à ses investissements dans le but de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la société contre le crédit, de change, les risques de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut généralement effectuer toutes les opérations et transactions, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Le siège social peut être transféré à tout autre endroit au Grand Duché du Luxembourg par la décision des actionnaires prises selon les conditions requises pour la modification des statuts.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

IX. Capital - Actions

Art. 5. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à trente-deux mille euros (32.000 EUR) représenté par trente un mille (31.000) actions ordinaires (les "Actions ordinaires"), cent (100) parts de classe A (les "Actions de classe A"), cent (100) parts de classe B (les "Actions de classe B"), cent (100) parts de classe C (les "Actions de classe C"), cent (100) parts de classe D (les "Actions de classe D"), cent (100) parts de classe E (les "Actions de classe E"), cent (100) parts de classe F (les "Actions de classe F"), cent (100) parts de classe G (les "Actions de classe G"), cent (100) parts de classe H (les "Actions de classe H"), cent (100) parts de classe I (les "Actions de classe I"), cent (100) parts de classe J (les "Actions de classe J"), d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

En plus de capital émis, il peut être créé une prime émission à laquelle toute prime payée sur une action, en plus de sa valeur nominale est transférée. Le montant de la prime peut être utilisé pour prévoir le paiement de toute action que la Société peut racheter auprès de son actionnaire (s), pour compenser toute perte nette réalisée, de faire des distributions à l'actionnaire (s) sous la forme d'une dividende ou d'allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Augmentation du capital. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée de la manière requise pour les modifications des statuts.

La Société peut acquérir ses propres actions. L'acquisition devra être effectuée dans les conditions et les limites établies par la Loi et les Statuts et en considération de tout pacte d'associés conclu entre les associés de la Société de temps en temps.

La Société pourra en conséquence acquérir toutes, (mais, afin d'éviter tout doute, pas une partie) les actions d'une classe d'actions ordinaires donnée (i) lorsque le conseil de Gérance le considère approprié, et (ii) en vue de leur annulation immédiate.

Le prix auquel la classe d'actions ordinaires appropriées sera rachetée est calculé par référence aux sommes distribuables attachées à la classe d'actions ordinaires à racheter en application des dispositions contenues à l'article 16 des Statuts, et incluront, en sus des sommes distribuables, la valeur nominale globale de la classe d'actions rachetée et annulée.

X. Assemblée générale des actionnaires

Art. 7. Généralités. Dans le cas d'un actionnaire unique, l'actionnaire unique aura tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires. Dans les présents articles, toute référence aux décisions prises ou des pouvoirs exercés par l'assemblée générale des actionnaires sera une référence aux décisions prises ou les pouvoirs exercés l'actionnaire unique aussi longtemps que la Société a un seul actionnaire. Les décisions prises par l'actionnaire unique sont enregistrées en minutes.

Dans le cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires dûment constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus à l'ordre, faire ou ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société dans les limites de la loi.

Chaque actionnaire peut également participer à toute réunion des actionnaires de la Société par téléphone ou par conférence téléphonique ou vidéo par tout autre moyen de communication similaire permettant que:

- (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés,
- (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants,
- (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct, et
- (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Les quorums et le délai de convocation prévus par la loi gouverneront la méthode de convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque action a droit à une voix. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises à une Assemblée Générale dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des présents ou représentés et votants.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur des résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les bulletins de vote écrits incluent:

- (i) les noms, prénoms, adresses et signatures des actionnaires concernés,
- (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit,
- (iii) l'ordre du jour tel que décrit dans l'avis de convocation et

(iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) exprimées pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle des actionnaires. L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 30 juin et pour la première fois en l'an deux mille douze.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire précédent. L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

XI. Gérance - Représentation

Art. 9. Conseil d'administration. Dans ces statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'administrateur unique tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un seul actionnaire, la Société peut être gérée par un administrateur unique ou par un conseil d'administration composé de trois membres au moins. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Si la Société compte plusieurs actionnaires, elle sera gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Si une personne morale est nommée administrateur de la Société, cette entité doit désigner un représentant permanent qui doit représenter cette personne morale dans ses fonctions que le directeur unique ou en tant que membre du conseil d'administration de la Compagnie en fonction de l'article 51bis de la Loi.

Les administrateurs sont élus par les actionnaires de la Société pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle pour une durée maximale de six ans à compter de la date de son élection. Les actionnaires doivent décider du nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leurs mandats.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et / ou remplacés, à tout moment, par résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, la retraite ou autrement, les administrateurs restants peuvent élire, par un vote majoritaire, un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui procède à la nomination définitive.

Art. 10. Procédures des réunions du conseil. Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des Assemblées Générales.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un président pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés lors de réunion et déclarent avoir été dûment

informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, soit par lettre, télécopie ou email un autre administrateur comme son représentant. Chaque membre du Conseil peut, à toute réunion du Conseil, désigner un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son nom et à sa place à condition qu'un membre donné du Conseil ne puisse pas représenter plus d'un de ses collègues et qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autrement qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur ou fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera, ni ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du conseil d'administration. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 10 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un administrateur unique.

Art. 11. Procès verbaux des réunions du conseil. Les procès-verbaux de la réunion du conseil d'administration seront signés par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'administrateur unique seront signés par le directeur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux devant être utilisés devant les tribunaux ou ailleurs seront signés par le président, le secrétaire (le cas échéant) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs du conseil. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à chacun des membres du conseil d'administration qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux au sein de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société sera engagée

(i) par les signatures conjointes de deux administrateurs ou,

(ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'administrateur unique, ou

(iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration ou l'administrateur unique et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

XII. Contrôle - Exercice - Répartition des bénéfices

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société doivent être supervisées par un ou plusieurs commissaire(s) (commissaire(s)), ou, lorsque requis par le droit, un auditeur externe indépendant (réviseur d'entreprises). Le commissaire(s) sont élus pour une durée n'excédant pas six ans et sont rééligibles.

Le commissaire(s) seront nommés par l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le commissaire(s) dans le bureau peut être retiré à tout moment par l'assemblée générale avec ou sans motif.

Art. 15. Exercicesocial. L'exercice comptable de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de cette année.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Sur le bénéfice net annuel de la Société au moins cinq pour cent (5%) doit chaque année être affectés à la réserve requise par la loi (la réserve Légale). Cette allocation à la réserve légale cesse d'être obligatoire dès que possible et aussi longtemps que de telles quantités réserve légale à dix pour cent (10%) de la valeur nominale du capital émis de la Société. Pour éviter tout doute, les bénéfices annuels nets sont déterminés, et les distri-

butions sur les actions doit être faite en conséquence, en tenant dûment compte de tout paiement d'intérêts ou d'autres paiements à faire sur les instruments de dette pertinentes émises par la Société de temps en temps.

Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires déterminent la façon dont le solde des bénéfices nets annuels seront éliminés, en allouant tout ou partie du reste à une réserve ou à une disposition, de le reporter à la prochaine l'exercice suivant ou en le distribuant, avec des bénéfices réalisés avant, les réserves distribuables ou primes d'émission en conformité avec cet article 16.

Les distributions sur les actions peuvent être fabriqués à partir de (i) en cours un bénéfice net (comme indiqué dans les comptes intermédiaires de la date de distribution ou de rachat et l'annulation de toute une classe d'Actions Ordinaires en conformité avec l'article 7 de ces statuts), (ii) les bénéfices reportés à l'égard de la classe respective des actions Ordinaires de pertinentes exercice précédent (s), (iii) la prime d'émission attachés aux Actions de la Classe d'Actions Ordinaires, (iv) les réserves libres et (v) tous les autres sommes distribuables (le "Montant de distribution»). En tout exercice financier concerné dans lequel ou à l'égard duquel la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, tirés de la distribution montants, le montant alloué à cet effet doivent être distribués comme décrit ci-dessous.

Chaque classe d'actions ordinaires sont en droit de recevoir la partie du montant des distributions d'un exercice donné comme indiqué ci-dessous:

- À l'égard de l'exercice 2011 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs des actions de classe A ordinaires sont en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe(s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2011, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2012 et pour chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs des actions de classe B ordinaire est en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2012, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2013 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs d'actions ordinaires de classe C doit être en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2013, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2014 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs d'actions ordinaires de classe D doivent être en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2014, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2015 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs de la classe E Actions Ordinaires sera en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2015, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2016 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs de classe F Actions Ordinaires sera en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2016, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2017 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs d'actions ordinaires de classe G est en droit de recevoir tout

le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2017, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- Par rapport à l'exercice 2018 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs d'actions ordinaires de classe H est en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, de la distribution montants relatifs à l'exercice 2018, un dividende équivalent à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2019 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs Actions de Classe I ordinaire est en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2019, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

- À l'égard de l'exercice 2020 et chaque dixième année financière par la suite (ou pour toute période applicable tel, qu'à la lumière des précédentes annulations des classes d'actions, chaque classe d'actions ordinaires donne droit à des bénéfices d'une année financière différente), les détenteurs Actions de Classe J ordinaire est en droit de recevoir tout le reste de l'Montants distribution après que les porteurs de toutes les autres classes d'actions en circulation ordinaire, y compris le cas échéant être le non-Racheté Classe (s) d'actions ordinaires (tel que défini ci-dessous), ont reçu, sur les montants des distributions relatives à l'exercice 2019, un équivalent de dividendes à un (1) pour cent de la valeur nominale des Classes d'Actions Ordinaires qu'ils détiennent;

Si une classe d'actions ordinaires donnant droit aux distributions de dividendes de plus de un (1) pour cent de leur valeur nominale pour une année donnée n'a pas été rachetées et annulées dans l'année financière pertinente visée ci-dessus, ou si il n'ya pas de distribution de montants disponibles pour les des paiements anticipés de dividendes au cours de cette année financière donnée, cette classe d'actions ordinaires sont, aux fins de cet article 16, soit considéré comme un «classe non rachetée d'Actions Ordinaires».

Sous réserve des conditions fixées par les statuts, le Conseil des gestionnaires peuvent verser un acompte sur dividendes aux actionnaires. Le conseil des directeurs fixe le montant et la date du paiement de toute avance tel dans le respect des dispositions cascade énoncés dans le présent article 16.

Les dividendes peuvent être payés en toute devise choisie par le conseil d'administration de la Société au moment et au lieu fixés par le conseil d'administration.

XIII. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution et Liquidation. Dans le cas d'une dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par une résolution de l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf dispositions contraires prévues dans la résolution des actionnaires ou par la loi, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus à la réalisation des actifs et des paiements des dettes de la Société.

XIV. Disposition générale

Il est fait référence aux dispositions de la loi et à tout accord qui pourrait être conclu entre les actionnaires de temps en temps (le cas échéant) pour toutes les questions pour lesquelles aucune disposition spécifique n'est prévue dans ces articles.

Souscriptions - Payement

Les statuts ayant été ainsi établis, les parties prénommées ont souscrit les trente-deux mille (32,000) actions représenté par trente et un mille (31.000) actions ordinaires (les "Actions ordinaires"), cent (100) parts de classe A (les "Actions de classe A"), cent (100) parts de classe B (les "Actions de classe B"), cent (100) parts de classe C (les "Actions de classe C"), cent parts (100) de classe D (les "Actions de classe D"), cent parts (100) de classe E (les "Actions de classe E"), cent (100) parts de classe F (les "Actions de classe F"), cent (100) parts de classe G (les "Actions de classe G"), cent (100) parts de classe H (les "Actions de classe H"), cent (100) parts de classe I (les "Actions de classe I"), cent (100) parts de classe J (les "Actions de classe J"), d'une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les actions ont été intégralement payées par une contribution en espèces, de sorte que la somme de trente-deux mille euros (EUR 32,000) est dès maintenant à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été donnée au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable commence à la date de cet acte et se terminera le 31 décembre 2011.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite de sa constitution sont estimés approximativement à mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital souscrit ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une durée qui expirera au sixième anniversaire de la date des présentes:

- M. Constantin Papadimitriou, administrateur de société, né à Plan les Ouates, le 22 août 1960, demeurant à CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, en tant qu'administrateur

- Mme Luce Gendry, administrateur de société, née à Perpignan, le 8 juillet 1949, demeurant à F-75008 Paris, 23bis, Avenue de Messine, en tant qu'administrateur

- M. David Cowling, administrateur de société, né à Harare, le 22 novembre 1967, demeurant à CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, en tant qu'administrateur

- Mme Stéphanie Dawson, administrateur de société, née à Havering, le 24 avril 1980, demeurant à CH-1204 Genève, 1, Place de Florentins, en tant qu'administrateur

2. PricewaterhouseCoopers, avec siège social à Luxembourg, est nommé comme commissaire aux comptes (commissaire aux comptes) de la Société pour une durée qui expirera au sixième anniversaire de la date des présentes.

3. Le siège social de la Société est fixé au 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que sur demande des parties ci-dessus apparaissent, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise qui prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1er août 2011. Relation: LAC/2011/34689. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087412/707.

(130108116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Connaught Hill Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 178.298.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twentieth of June.

Before Us, Maître Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Matthias LUECKER, Chief Executive Officer, born in Darmstadt (Germany), on the 16th of December 1968, professionally residing at L-2633 Senningerberg, 6D, route de Treves,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Frankfurt (Germany), on June 14th, 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated herein-above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "Connaught Hill Investments S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. In the event that the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) represented by one hundred twenty-six (126) shares in registered form with a par value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced on one or more occasions by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. The Company's shares are indivisible as only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative in their dealings with the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non- shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. Prior to the transfer of all or part of his shares, any partner must notify such transfer to the Company. The general meeting of partners may resolve that all or part of the offered shares shall be assigned, according to the terms and conditions set for the proposed transfer:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party

6.5. Shareholder may request the Company to redeem all or part of his shares. Any redemption request from a partner shall be submitted to the prior approval of the general meeting of partners which may resolve that all or part of such shares shall be assigned:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other shareholder(s), or
- c) to a designated third party.

6.6. All or part of the shares of a shareholder may have to be redeemed by the company if such shares have been transferred in violation of clause 6.3 or 6.4 above.

6.7. All and any shares redeemed in accordance with clause 6.5 or 6.6 above shall be cancelled forthwith and all rights attached thereto shall be extinguished.

6.8. A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.9. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation**Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If there are more managers they are classified into class A managers and class B managers. The manager(s) do not need to be shareholder(s).

7.2. The managers, and each of them, may be dismissed ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any manager of category A and any category B manager acting jointly.

8.3. The unanimous approval of the Board of Managers is required exclusively for the following decisions:

- purchase or disposal of subsidiaries
- pledge of shares of subsidiaries
- granting or receiving external financings / Loans
- donation

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon the call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least three days in advance of the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager of the Company may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the Company as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Notwithstanding the previous sentence, all managers shall be physically present in Luxembourg in order to attend a meeting of the board of managers at least once a year.

9.7. In lieu of a meeting of the managers, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters or by the sole signature of the sole manager or in case of plurality of managers, by the joint signatures of any category A manager and any category B manager or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than 75% of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all of the Company's commitments and the indebtedness of the managers, the statutory auditor(s) (if applicable) and shareholders to the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the prior financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and amounts to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder of the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

Thereupon, Mr Matthias LUECKER, named and represented as stated above, declares to subscribe for one hundred twenty-six (126) shares in registered form, each with a par value of one hundred euro (EUR 100), and to fully pay for such shares by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600), so that such amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:
 - Mr Matthias LUECKER, CEO, born on 16 December 1968 in Darmstadt, Germany, with business address at L-2633 Senningerberg, 6d, route de Treves, manager of the category A;
 - Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on 17 November 1972 in Bourges, France, with business address at L-2633 Senningerberg, 6d, route de Treves, manager of the category A; and
 - Mr Robert FABER, private employee, born on 15 May 1964 in Luxembourg, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, manager of the category B.
2. The registered office of the Company is established at 6D, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in the case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn-up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

The German Translation follows

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am zwanzigsten Juni.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Herr Matthias LUECKER, Vorstandsvorsitzender, geboren in Darmstadt (Deutschland), am 16. Dezember 1968, beruflich wohnhaft in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves,

hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Angestellte, mit Berufsadresse in L-1750 Luxemburg, 74, avenue Victor Hugo, aufgrund von einer Vollmacht die in Frankfurt (Deutschland), am 14 Juni 2013 ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Welcher Komparent, handelnd wir vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") unter der Bezeichnung "Connaught Hill Investments S.à r.l." (nachstehend die Gesellschaft) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (nachstehend das Gesetz), sowie gegenwärtiger Satzung (nachstehend die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingeschäfters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in irgendwelcher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstwie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Angeboten. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich, ohne Begrenzung, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen ebenfalls Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonstwie Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und sie im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern. In keinem Fall wird die Gesellschaft regulierten Aktivitäten des Finanzsektors nachgehen.

3.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und / oder Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxembourg oder im Ausland sowie alle Vorgänge im Zusammenhang mit unbeweglichem Vermögen, einschließlich der direkte oder indirekte Beteiligung von Aktien in Luxemburg oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und /oder Vermietung von Immobilien.

3.4. Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten und alle Transaktionen auf unbeweglichem oder beweglichem Eigentum ausführen, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen einem Sterbefall, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) festgelegt und besteht aus einhundertsechszwanzig (126) Namensanteilen mit einem Nennwert je Gesellschaftsanteil von einhundert Euro (EUR 100); alle Gesellschaftsanteile sind gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Gesellschaftsanteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingesellschafters, an Dritte frei übertragbar. Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Anteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Vor der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils seiner Anteile muss jeder Gesellschafter dies der Gesellschaft mitteilen. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann beschließen, dass alle oder ein Teil der angebotenen Aktien zugeteilt werden, gemäß den folgenden Bestimmungen und Bedingungen an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkungen durch das Gesetz:

- a) an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkungen durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) an einen bestimmten Dritten

6.5. Der Gesellschafter kann die Rücknahme alle oder einen Teil der seiner Aktien anfragen. Rücknahmeanträge eines Gesellschafters benötigen die Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, diese beschließen, dass alle oder einen Teil der Aktien zugeordnet werden sollen.

- a) an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkung durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) zu einem bestimmten Dritten

6.6. Alle oder einen Teil der Anteile des Gesellschafters kann von der Gesellschaft zurückgenommen werden, wenn diese Anteile mit Verletzung von Ziffer 6.3 oder 6.4 übertragen wurden.

6.7. Alle Anteile die gemäß Punkt 6.5 oder 6.6 eingelöst wurden können unverzüglich gelöscht werden und alle rechte erlöschen.

6.8. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Anteilsregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.9. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Verwaltung - Vertretung

Art. 7. Verwaltungsrat.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus einem oder mehreren Geschäftsführern zusammengesetzt ist, welche als solche durch einen Beschluss der Gesellschafter, der ihre Amtszeit festlegt, bezeichnet werden. Falls es mehrere Geschäftsführer gibt sind diese eingeteilt in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer.

Der(die) Geschäftsführer muss(en) kein(e) Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer, und jeder einzelne von ihnen, können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Vollmachten des Verwaltungsrates.

8.1. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen unter den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, der alle Befugnisse hat, um alle Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu bestätigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft übereinstimmen.

8.2. Besondere und begrenzte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten vom alleinigen Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam, an einen oder mehrere Vertreter übertragen werden, die keine Gesellschafter zu sein brauchen.

8.3. Die einstimmige Zustimmung aller Geschäftsführer ist ausschließlich für folgende Entscheidungen erforderlich:

- Erwerb oder Veräußerung von Tochterunternehmen
- Verpfändung von Aktien eines Tochterunternehmens
- Gewährung oder Empfang externer Finanzierungen/Kredite
- Spenden / Zuwendungen.

Art. 9. Vorgehensweise.

9.1. Der Verwaltungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Verwaltungsratssitzung ergeht mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Verwaltungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder Email auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer der Gesellschaft kann an jeder Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer der Gesellschaft zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Ungeachtet des vorhergehenden Satzes haben alle Geschäftsführer in Luxemburg mindestens einmal jährlich persönlich anwesend zu sein, um an einer Sitzung des Verwaltungsrates teilzunehmen.

9.7. In Dringlichkeitsfällen sind Zirkularbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind, ebenso gültig und verbindlich wie Beschlüsse, die in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet, und schriftlich oder per Faksimile bescheinigt werden.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Fall von mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der A Kategorie und eines Geschäftsführers der B Kategorie oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift aller vertretungsbefugten Personen, an die eine solche Zeichnungsvollmacht gemäß Abschnitt 8.2. dieser Satzung gültig übertragen wurde, rechtlich verpflichtet.

Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

IV. Hauptversammlungen der Aktionäre

Art. 12. Vollmachten und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Anteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Faksimile oder Email zu seinem Bevollmächtigten bestellen um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Zirkularbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

V. Jahresabschluss - Gewinnzuteilung

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

14.2. In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft hat der Verwaltungsrat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgeminkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag gleich fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

15.3. Jederzeit können Zwischendividenden unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Kontenauszug oder ein Inventar oder Bericht wird vom Verwaltungsrat erstellt;
- (ii) dieser Kontenauszug, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;
- (iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom einzigen Gesellschafter oder von der Hauptversammlung der Gesellschafter getroffen, und
- (iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt. Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitgehendsten Vollmachten für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

16.2. Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

VII. Allgemeine Bestimmung

17. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt Herr Matthias LUECKER, vorgeannt und vertreten wie vorstehend angegeben, einhundertsechszwanzig (126) Gesellschaftsanteile in Namensform zu zeichnen, jede mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100), und diese Gesellschaftsanteile vollständig durch Barzahlung mit einem Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) einzuzahlen, so dass der genannte Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft aus Gründen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleingeschafter der Gesellschaft, der das gesamte gezeichnete Stammkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Matthias LUECKER, Vorstandsvorsitzender, geboren in Darmstadt (Deutschland), am 16. Dezember 1968, geschäftsansässig in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Treves, Geschäftsführer der Kategorie A;

- Herr Erwan LE BERRE, Manager, geboren am 17. November 1972 in Bourges, (Frankreich), geschäftsansässig in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves, Geschäftsführer der Kategorie A; und

- Herr Robert FABER, Privatangestellter, geboren 15. Mai 1964 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faiencerie, Geschäftsführer der Kategorie B.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Verlesung an die Bevollmächtigte des Komparenten hat diese zusammen mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 juin 2013. LAC/2013/28715. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087346/485.

(130107933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

COPIE S.A., Compagnie de Promotion des Investissements Européens S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 34.188.

L'an deux mille treize, le vingt juin.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme COMPAGNIE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EUROPEENS, en abrégé COPIE S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 20 juin 1990, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 473 de 1990, page 22688 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 septembre 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 2596 du 27 novembre 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Henri REITER, employé privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Décision sur la mise en liquidation de la société.

2.- Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, C. HAAG, H. REITER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juin 2013. Relation: LAC/2013/28684. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Référence de publication: 2013087395/57.

(130108340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2013.

Meridiam Infrastructure A2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 138.613.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 17 mai 2013

En date du 17 mai 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Hendrik Huizing, en qualité de gérant
- de nommer Monsieur René Raats, Noordweg Noord 150, 3704 Zeist, Pays-Bas, en qualité de gérant, en remplacement de Monsieur Hendrik Huizing pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 juin 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil De Gérance

Référence de publication: 2013086737/15.

(130106536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Endurance Office II Asset S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 129.061.

—
Extrait du procès-verbal du conseil de gérance du 26 juin 2013

Le Conseil de Gérance a pris connaissance de la démission avec effet immédiat de:

- Ott&Co S.A., société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B46918, représentée par Jean-François OTT, son représentant légal, en qualité de gérant;
- Nicolas Tommasini, gérant de société, avec pour adresse professionnelle au 25, rue Balzac, F-75406 Paris;
- Ales Vobruba, gérant de société, avec pour adresse professionnelle au Palac Archa, Na Porici 26, 110 00 Prague 1, République Tchèque.

Le Conseil de Gérance a pris connaissance de la nomination avec effet immédiat de:

- M. Martin Nemecek, gérant de société, né le 14 août 1975 à Hradec Kralové, République Tchèque, avec adresse professionnelle au Vaclaveske namesti 1601/47 110 00 Prague 1, République Tchèque;
- M. Jiri Dederá, administrateur de société, né le 11 mars 1975 à Ivancice, République Tchèque, avec adresse professionnelle au Vaclaveske namesti 1601/47 110 00 Prague 1, République Tchèque;
- M Zdenek Havelka, gérant de société, né le 20 avril 1978 à Prachatic, République Tchèque, avec adresse professionnelle au Vaclaveske namesti 1601/47 110 00 Prague 1, République Tchèque;

Le Conseil de Gérance a pris connaissance avec effet immédiat du changement d'adresse pour le siège social au 40, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013086451/27.

(130107517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Even Germany Eins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.968.125,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 127.201.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 28 juin 2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat de Monsieur Erik Vanderkerken, ayant son adresse professionnel au 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que Gérant de la société.
- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérante de la société Madame Milène Belem, ayant son adresse professionnel au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 28 juin 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013086468/16.

(130106592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Garibaldi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 104.787.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alexie Arnould.

Référence de publication: 2013086519/10.

(130107130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.
